Un couple d'influence pour chasser le coronavirus

Françoise Monestier
francoise-monestier@present.fr

LA DISPARITION DES ÉCRANS, mais aussi du gouvernement et du Conseil d'Etat, du couple Lévy-Buzyn a fait oublier très vite leur responsabilité écrasante dans la crise sanitaire, le mari ayant profité de sa position de directeur de l'Inserm pour mener une violente campagne contre les travaux du professeur Raoult afin de bénéficier des retombées financières des recherches de l'IHU marseillais en faisant changer, par son ministre d'épouse, les statuts de cette structure créée par Sarkozy en 2010, pendant que Madame niait la gravité du virus et enchaînait les contre-vérités jusqu'à être poussée à la démission. En 2018, après la nomination de Buzyn à la Santé et afin de contourner l'écueil du conflit d'intérêts, Yves Lévy était exfiltré vers le Conseil d'Etat avant d'en démissionner en juillet 2020 et de reprendre son caducée en bandoulière.

Famille et lobbying

On aurait pu croire que cet épisode peu glorieux du macronisme aurait guéri le pouvoir élyséen et lui aurait mis du plomb dans la tête. Hélas, il n'en est rien quand on examine le cas de l'ancienne conseillère Santé d'Emmanuel Macron et de Jean Castex, Marguerite Cazeneuve, épouse du directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France, le communiste Aurélien Rousseau, et promue récemment directrice déléguée à l'organisation des soins à la CNAM afin de couper court à des rumeurs de conflits d'intérêts (encore !), la donzelle étant la fille de la représentante française d'un laboratoire américain qui vient de recevoir l'adoubement de la France pour un anticorps censé être efficace dans le traitement contre la Covid-19.

Repérée par l'ancien patron de la Sécurité sociale Thomas Fatome – nouveau patron de la CNAM après avoir été directeur de cabinet adjoint d'Edouard Philippe à Matignon – alors qu'elle effectuait une mission à la SS comme consultante chez McKinsey, le cabinet de conseil en stratégie qui a préparé la campagne de Macron avant de se voir confier la stratégie de la campagne de vaccination, Marguerite Cazeneuve, passée par HEC, a très vite gravi les échelons du pouvoir. Elle a notamment participé à la préparation de la réforme des retraites avant de devenir chef du pôle santé, solidarité et protection sociale auprès d'Edouard Philippe, à vingt-neuf ans seulement, puis de Jean Castex, tout en conservant un bureau à l'Elysée près d'Alexis Kohler, tout-puissant secrétaire général de la présidence depuis mai 2017.

Certes la valeur n'attend pas le nombre des années, mais on est en droit de se demander si le profil professionnel des parents n'explique pas une telle ascension. En effet, sa mère Béatrice Cazeneuve est chargée au sein du comité de direction du laboratoire américain Lilly France de « l'accès national et régional des nouveaux produits ». Son père, Jean-René, a été élu en 2017 député LREM du Gers après une longue carrière à la direction de Bouygues Télécom. Quant à Pierre, un de ses deux frères, il occupe la fonction de conseiller technique adjoint auprès du chef de cabinet d'Emmanuel Macron et dirige le parti Allons Enfants, censé regrouper les jeunes de 18 à 25 ans attirés aussi bien par Mélenchon que par Macron ou Xavier Bertrand ! Bref, une famille en or, omniprésente dans les sphères du pouvoir.

Le Bamlanivibam fait son entrée

Au moment où le monde médical recherche un traitement capable de traiter le coronavirus, l'Agence nationale de sécurité du médicament délivrait précocement, le 12 février dernier, une validation thérapeutique d'utilisation pour le Bamlanivibam, un anticorps monoclonal contre la Covid-19. Quinze jours plus tard, des milliers de doses de ce médicament étaient envoyées dans plus de 83 centres hospitaliers, pour la plus grande satisfaction d'Olivier Véran alors même que les bases scientifiques concernant ce nouveau médicament demeurent fragiles et que la Société française de pharmacologie souligne le « risque de recommander à tort un tel traitement ». Les commandes de ce médicament ont été précédées, selon des informations parues dans *Le Monde*, par « des réunions présidées par Emmanuel Macron ». Les enfants Cazeneuve auraient-ils joué un rôle dans la promotion rapide de ce produit américain ? Toujours est-il que le pouvoir a rapidement publié un communiqué assurant que la mère de Marguerite Cazeneuve n'avait pas été impliquée dans les discussions relatives à l'autorisation de la mise à disposition de ce médicament. Quant à Matignon, les équipes de Castex ont aussitôt ouvert le parapluie en réfutant tout conflit d'intérêts de la part de leur collaboratrice qui, en juillet dernier, aurait « proactivement déclaré les activités de sa mère et un déport de tous les sujets ayant trait aux traitements pharmaceutiques ». C'est la ligne de défense même qu'avait adoptée le couple Lévy-Buzyn avant l'expatriation de ce dernier vers la place du Palais-Royal.

Au début du mois de mars dernier, la conseillère santé de Castex trouvait refuge à la CNAM où elle retrouvait son mentor Thomas Fatome, mais aussi le prestataire McKinsey qui pilote la rénovation de la politique de gestion du risque de l'Assurance maladie. Pour l'anecdote, le cabinet américain vient de s'engager à rembourser 573 millions de dollars pour clore les procédures engagées par 49 Etats américains qui l'accusent d'avoir contribué à la crise des opioïdes en conseillant des laboratoires afin qu'ils accélèrent leurs techniques de vente.

Un héros d'Aragon au secours des migrants

« Le Komintern m'avait envoyé détruire la social-démocratie. Je ne pensais pas réussir aussi vite et bien. » C'est par ces mots qu'Aurélien Rousseau, directeur de l'ARS d'Ile-de-France accueillait ses amis et collègues de travail, lors de son pot de départ en 2017 et alors qu'il était directeur de cabinet adjoint auprès de Bernard Cazeneuve et conseiller social. Agrégé d'histoire, ancien élève de l'ENA, Rousseau est un pur produit du communisme, qui doit son prénom au héros d'Aragon et a été élevé par une famille huguenote de culture marxiste. Il fait ses premières armes auprès du communiste Pierre Mansat à la mairie de Paris et, après sa réussite au concours de l'ENA, rejoint le Conseil d'Etat où il planche sur les libertés publiques, travaille avec Delanoë, puis rejoint Manuel Valls Place Beauvau. On connaît la suite. Un passage à la Monnaie de Paris et le voilà en mars 2018 appelé par Buzyn à conduire une mission de pilotage sur l'enjeu des ressources humaines à l'hôpital, mission qui a visiblement foiré mais qui lui permet, quelques mois plus tard, de se retrouver à la tête de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France et de gérer, avec le succès que l'on sait, le mouvement de grève dans les services d'urgence. Dans un récent entretien à *L'Humanité*, il affirme « protéger les personnes vulnérables et en particulier les migrants » et « lutter contre les inégalités sociales de santé », et passe la brosse à reluire s'agissant d'Olivier Véran. Il oublie simplement de reconnaître que la crise de l'hôpital est d'abord et avant tout une conséquence de l'invasion migratoire qui nous submerge. Mais il ne peut décemment pas mettre en cause l'existence même des ARS, portées sur les fonts baptismaux par Bachelot et Castex et qui sont un véritable obstacle à une politique sanitaire d'envergure dans notre pays, tant leur lourdeur administrative est contraignante.

Mais, en bon communiste revendiqué, il est un adepte du centralisme démocratique. ◗

Agnès Buzyn.